La lutte contre le racisme au Luxembourg et partout dans le monde doit être intensifiée

déi Lénk soutient les mouvements de contestation aux États-Unis et en Europe et appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager plus contre le racisme.

George Floyd fut assassiné par l'État américain le 25 mai : il mourut après qu'un policier s'agenouilla sur sa gorge pendant 8 minutes et 46 secondes pendant que Floyd l'implorait : "I can't breathe". Breonna Taylor, une infirmière de 26 ans, fut abattue par la police dans son domicile le 13 mars, par erreur. Eric Garner fut assassiné par l'État américain le 17 juillet 2014 : il mourut après qu'un policier l'étrangla durant des minutes, pendant que Garner l'implorait 11 fois : "I can't breathe".

Les manifestations de masses aux États-Unis ne dénoncent pas des incidents racistes individuels. Ils dénoncent un racisme structurel qui définit les États-Unis depuis toujours, et ils s'opposent surtout contre la déshumanisation persistante et les meurtres continus d'Afro-Américain.e.s par l'État et des vigilantes auto-proclamés blancs.

Le racisme n'est pas seulement une attitude personnelle, mais un modèle d'affaires dans lequel les humains non-blancs valent moins que les blancs, et un modèle de société dans lequel ces humains sont seulement des moyens pour arriver à une fin. Aux États-Unis, et aussi en Europe.

Aucune population aux États-Unis ne devient plus souvent victime de violence policière gratuite que les Afro-Américain.e.s. Aucune population n'est plus souvent acheminée, moyennant des lois taillées sur elle, vers le système carcéral privatisé où les États-Unis détiennent presque un quart de incarcéré.e.s du monde. La police américaine travaille depuis des décennies avec du matériel militaire. Procuré pour alimenter l'industrie d'armes, légitimé par un péril « noir » qu'il faut absolument maintenir dans les esprits et mettre en scène par des interventions médiatisées afin de pourvoir continuer de tirer profit de la production d'armes et du complexe carcéral-industriel. Nous nous souvenons des véhicules blindés à Ferguson, Missouri, en 2014, après que la police a touché par balle Michael Brown et l'a laissé saigner à mort dans la rue pendant 4 heures. Au plus tard depuis la menace du président Trump d'envoyer l'armée dans les villes contre la volonté des gouverneurs pour « dominer » le peuple, nous nous souvenons aussi des chars dans les rues en flammes de Detroit en 1967 et des émeutes de Los Angeles en 1992. Nous nous souvenons aussi du péril prétendument posé par les refugié.e.s continuellement invoqué en Europe et au contrôle au faciès pratiqué surtout dans le trains, les gares et le aéroports, où l'identité raciale ou ethnique perçue suffit pour légitimer un contrôle policier. Nous nous souvenons de la militarisation de la Méditerranée où des centaines de personnes meurent chaque année. Nous nous souvenons d'Oury Jalloh et de Laya-Alama Condé, tués par la police en Allemagne. Nous nous souvenons d'Amadou Koumé et d'Adama Traoré en France. Nous nous souvenons des innombrables autres persécuté.e.s et tué.e.s par la police en Europe pour leur « race ».

Aucune population aux États-Unis n'était et n'est plus fortement touchée par le CORONA que les Afro-Américain.e.s. Il en est de même pour la population noire au Royaume-Uni. En Allemagne, au début de la vague d'infections actuelle, les foyers de réfugié.e.s surpeuplés furent simplement scellés du monde extérieur par la police, pendant que le virus se propageait à l'intérieur, infectant et tuant nombre de personnes. Au Luxembourg, certain.e.s réfugié.e.s ont dû endurer le confinement dans des chambres sans fenêtres dans des containers.

Aucune population aux États-Unis n'est plus exploitée économiquement que les Afro-Américain.e.s. Mais sur les plantages européennes aussi, des migrant.e.s « illégaux »/ « illégales » de l'Afrique sub-saharienne sont exploité.e.s dans des conditions parfois semblables à l'esclavage afin que les aliments restent à bas prix au Luxembourg et ailleurs. Les forces de l'État, par exemple en Italie, ne ferment pas seulement volontairement les yeux sur ces conditions, mais aident à déporter des travailleurs osant réclamer leurs droits. L'étude européenne « Being Black in Europe » publiée en 2018, et les événements suivants sur « Being Black in Luxembourg » ont montré il n'y a que peu de temps qu'aussi au Luxembourg le racisme, surtout contre les noirs, n'est pas seulement présent dans les esprits, mais a des racines profondes dans les conditions sociales. Dans notre pays aussi, la discrimination et l'exploitation sur le marché du travail blessent.

L'assassinat filmé de George Floyd donne preuve une nouvelle fois que le racisme continue de tuer. Mais la mobilisation pour demander justice pour George Floyd et les autres victimes de la violence policière démontre aussi que ce racisme n'est plus toléré. L'appel « Black Lives Matter ! » nous rappelle de lutter aussi en Europe et au Luxembourg contre l'exploitation structurelle des personnes non-blanches, et surtout noires. déi Lénk est solidaire avec les mouvements de contestation aux

États-Unis. déi Lénk soutient aussi les mouvements d'Afro-Descendant.e.s au Luxembourg et lutte contre le racisme et le fascisme en toute forme, partout, à tout moment. De ce fait, déi Lénk appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager au monde et sur place contre toute forme de discrimination et surtout contre le racisme structurel. Nos prochain.e.s ne doivent plus être réduit.e.s à des objets ou commodités, à des main d'œuvres exploitées et invisibles, à des alibis pour l'acquisition de matériel policier et de surveillance.

déi Lénk revendique notamment que:

- Le gouvernement et le parlement dénoncent de manière directe et par le moyen de l'Union Européenne les États-Unis pour leur racisme structurel, et qu'ils interviennent sans conditions pour la protection des manifestant.e.s
- Le gouvernement et le parlement doivent prendre des positions claires et fortes contre la militarisation de la Méditerranée et s'engager pour un renforcement des structures humanitaires aux frontières extérieures de l'Europe
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives pour assurer la protection des minorités. Le commerce avec des commodités produites, en Europe ou ailleurs, sous des conditions dédaigneuses de la dignité et des droits humains doit être interdit et les États qui soutiennent ou facilitent un tel commerce rendus responsables devant

la justice européenne

- Le gouvernement et le parlement doivent intervenir contre la discrimination dans le système éducatif, qui, sur base de stéréotypes racistes, oriente les personnes non-blanches prioritairement vers des formations professionnelles avec des perspectives de revenue réduit, et créer activement des mesures pour assurer plus de diversité et d'intégration dans toutes les formes d'éducation et à tous les niveaux
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives contre la discrimination sur le marché du logement, où les réfugié.e.s et personnes non-blanches continuent d'être désavantagés sur base de leur origine ou identité
- Le gouvernement et le parlement doivent garantir que le contrôle au faciès n'est pas exercé au Luxembourg
- Le gouvernement et le parlement doivent enfin donner au Centre pour l'égalité du traitement un réel pouvoir, entre autres en augmentant son budget, en rendant la coopération active dans les enquêtes du CET obligatoire sous menace de pénalisation et en accordant au CET le droit de porter devant la justice des cas de discrimination

Le racisme n'est pas simplement une opinion, mais surtout un système d'exploitation et de marginalisation motivé économiquement. L'éducation et les explications sont des instruments centraux mais insuffisants dans la lutte contre le racisme. C'est pourquoi cette lutte — aux États-Unis, en Europe, au Luxembourg — doit aussi être une lutte contre la capacité de tirer profit, matériellement ou personnellement, de la dévalorisation d'autres hommes.

Sebastian Weier 05/06/2020